

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 15/09/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NUTRIBIO

Avenue Fernand Belondrade
BP 805
82000 Montauban

Références : 2023-1089
Code AIOT : 0006802449

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2023 dans l'établissement NUTRIBIO implanté Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'un accident survenu sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIBIO
- Avenue Fernand Belondrade BP 805 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802449
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Nutribio exerce une activité de transformation de lait et de ses produits dérivés et notamment du lait infantile en poudre conventionnel ou bio. Cet établissement est régulièrement

autorisé au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 1er mars 2022 ayant notamment mis à jour le classement du site. L'activité de Nutribio concerne la réception du lait et différentes étapes de transformation. Les produits finis sont conditionnés sur site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident survenu le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ont) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Accident	Code de l'environnement du 21/08/2023, article R.512-69	/	Mesures d'urgence	15 jours
2	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.3.2	/	Mesures d'urgence	6 mois
3	Installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.3.2	/	Mesures d'urgence	6 mois
4	Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau	AP Complémentaire du 29/06/2016, article 9	/	Mesures d'urgence	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection il est constaté que la station d'épuration est en fonctionnement gravitaire, l'absence de personnel dédié à la station d'épuration le samedi et le dimanche et l'absence de système instrumenté permettant de détecter notamment un débordement des boues.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/08/2023, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'accident en utilisant la fiche disponible au lien suivant : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/ . Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 23/08/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations de traitement doivent être conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température, de pH ou de compositions des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. [...]
Constats : Le jour de l'inspection il est constaté un débordement des boues de la station d'épuration dans le Tescou. Ce déversement se caractérise par une matière grasseuse qui flotte en surface et une couleur rouge, liée à la présence de chlorure ferrique dans les boues (floculant). Il est limité au Tescou et au linéaire de la société. Aucun impact n'est constaté une fois le linéaire de l'entreprise dépassé et aucun impact n'est constaté au niveau du Tarn. L'exploitant indique qu'une erreur humaine est à l'origine de l'incident. En effet, un résidu du process, la matière grasse du lait, a été déversé dans la station d'épuration au lieu d'être déversé dans une cuve de stockage (vanne dirigée vers la station d'épuration et non vers la cuve de stockage) pour évacuation vers une filière agroalimentaire. Cette matière grasse n'a pu être traitée par la station d'épuration. Cette matière grasse a emporté les boues en surface du clarificateur qui ont été déversées dans le Tescou (fonctionnement gravitaire de l'installation). L'exploitant indique qu'un contrôle de la station d'épuration a été réalisé le 19 et 20 août suite à l'erreur qui serait survenue le 19 août, sans constater de problème. L'inspection constate que la station d'épuration n'est pas dimensionnée pour accepter une telle charge grasseuse. Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 23/08/2023. Cet arrêté prévoit au delà des mesures conservatoires (mise en sécurité, nettoyage...) et la réalisation d'un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre , la réalisation d'une étude technico-économique par l'exploitant afin de prendre en compte ce retour d'expérience pour fiabiliser le fonctionnement de sa station d'épuration. L'inspection s'est déplacée le 22 août 2023 sur le site pour vérifier l'état du cours d'eau et a constaté l'absence de pollution et la présence de filets dans le cours d'eau pour récupérer les éventuels déversement à la remise en service de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'un contrôle de la station d'épuration a été réalisé le 19 et 20 août suite à l'erreur qui serait survenue le 19 août, sans constater de problème. L'exploitant indique qu'il n'y a pas de surveillance constante de la station d'épuration le samedi et le dimanche. Le prestataire exploitant de la station d'épuration indique qu'il n'existe pas de système d'alarme permettant de constater un débordement des boues. Ce point fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 23/08/2023 (cf point de contrôle n°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2016, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Valeurs limites et surveillance des rejets dans l'eau : MES : 27 mg/l (54 mg/l maximum et 30 mg/l en moyenne mensuelle). DBO5 : 10 mg/l (20 mg/l maximum et 11 mg/l en moyenne mensuelle). DCO : 60 mg/l (120 mg/l maximum et 66 mg/l en moyenne mensuelle). Azote global : 10 mg/l (20 mg/l maximum et 11 mg/l en moyenne mensuelle). Phosphore total : 1,8 mg/l (3,6 mg/l maximum et 2 mg/l en moyenne mensuelle).
Constats : Il est constaté un dépassement des valeurs maximales pour les MES, l'azote et le phosphore le 21 août respectivement avec un maximum de 444 mg/l, 21,7 mg/l et 13,5 mg/l. Pour les MES ce dépassement est constaté du 20 au 22 août. L'inspection constate qu'à partir du 23 août les concentrations redeviennent conformes aux valeurs limite d'émission de l'arrêté pour l'ensemble des paramètres. De plus, lors de l'incident l'exploitant a mis en place une surveillance renforcée et notamment de la DCO dans le TESCOU en amont et aval du rejet. Il est constaté entre le 21 août et le 23 août une augmentation de la concentration en DCO entre l'amont et l'aval (entre 16 et 17.9 mg/l en amont et entre 26.2 et 25.9 mg/l en aval) puis à partir du 24 août les valeurs amont/aval s'équilibrent (13.8 mg/l en amont et 11.7 mg/l en aval). L'exploitant doit intégrer dans son diagnostic de l'accident l'aspect impact du rejet sur le milieu et notamment considérant les dépassements des valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 6 mois